



Marché public de prestations intellectuelles

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Maître de l'ouvrage

Université Clermont Auvergne
49 Boulevard François Mitterrand
CS 60032
63000 CLERMONT-FERRAND

Objet de la consultation

Opération 1070 – Réhabilitation Extension du bâtiment Gergovia

Mission de Contrôle technique

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

ARTICLE 1 – OBJET DE LA PRESENTE CONSULTATION.....	3
1.1 Objet Du marché.....	3
1.2 Objet et lieux d'exécution des travaux	3
1.3 Maîtrise d'œuvre.....	4
1.4 Coordination pour la sécurité et la protection de la santé	4
1.5 Coût prévisionnel des travaux.....	4
1.6 Délais d'exécution	4
ARTICLE 2 – INTERVENTIONS DU CONTROLEUR TECHNIQUE	5
2.1 Etendue de la mission	5
2.2 Exercice de la mission	5
2.3 Phases d'intervention	6
2.4 Délais d'établissement des documents	6
2.5 Responsable technique du contrôle	7

ARTICLE 1 – OBJET DE LA PRESENTE CONSULTATION

1.1 Objet Du marché

La présente consultation porte, pour les phases de conception et de réalisation de l'opération 1070 – Réhabilitation Extension du bâtiment Gergovia, sur la réalisation d'une mission de **Contrôle technique** (CT) conformément aux dispositions de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 et des textes pris pour son application.

1.2 Objet et lieux d'exécution des travaux

OP 1070 – Mission de contrôle technique pour la Réhabilitation & Extension du bâtiment Gergovia

Lieu d'exécution :

Bâtiment Gergovia

29 Boulevard Gergovia

63000 Clermont-Ferrand

L'Université Clermont Auvergne envisage la passation d'un Marché Public Global de Performance pour la réhabilitation énergétique et la construction d'une extension du bâtiment existant dit Gergovia, qui abrite la Faculté de Lettres Culture et Sciences Humaines. L'extension vise à accueillir la composante Langues Cultures et Communication actuellement implantée à Carnot.

L'édifice existant de 12500 m² de plancher SDO et 4600m² d'emprise foncière, inauguré en mars 1967, est construit sur une parcelle de 14 520m² en centre-ville de Clermont Ferrand.



Les travaux prévus dans le cadre de la réhabilitation du bâtiment existant sont les suivants :

- Isolation des façades dans le respect des contraintes patrimoniales qui limitent imposent la conservation des bétons apparents de façade pour la barre principale
- Rénovation complète des 3 amphithéâtres situés dans la barre principale
- Remplacement des menuiseries et des murs rideaux
- Isolation des toitures terrasses
- Remplacement des chaudières actuelles et mise en place de nouvelles CTA

- Mise en place d'un système de ventilation des locaux (inexistant à ce jour)
- Redistribution d'une partie des locaux dans le bâtiment existant selon le programme
- Rénovation complète des 2 amphithéâtres dits « 400 » donnant sur la rue Lebon
- Rénovation partielle de l'amphithéâtre Varda avec accueil de spectacles
- Traitement des locaux à risques et des non conformités soulevées par le RVRMD et le Diagnostic Incendie
- Remplacement des ascenseurs
- Mise en conformité du bâtiment au regard du règlement incendie et au regard des règles d'accessibilité dans le bâtiment et aux abords.

Les travaux d'extension portent sur la création de :

- Un Restaurant Universitaire avec grande cuisine avec salle à manger 350 places assises.
- Salles de cours de capacité inférieure à 100 places
- Salles d'activités (réalité virtuelle, salle de répétitions théâtre danse musique)
- Bureaux et salles de réunions

1.3 Maîtrise d'œuvre

Il n'y a pas d'équipe de maîtrise d'œuvre puisque les missions de conception sont confiées au groupement de conception du marché global de performance.

1.4 Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination pour cette opération de **niveau 1** sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

1.5 Coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est estimé à 32 000 000 € HT, réparti comme suit :

- Extension : 8.9 M€ HT
- Amphi Varda : 2.33 M€ HT
- Amphis 400 : 2.35 M€ HT
- Barre principale : 17.85 M€ HT (60% phase 1 et 40% phase 2)
- Aménagements extérieurs : 0.57 M€ HT

1.6 Délais d'exécution

Date prévisionnelle analyse des 3 offres initiales niveau ESQUISSE : 8 mai au 22 mai 2025 (2 semaines d'analyse)

Date prévisionnelle analyse des 3 offres intermédiaires niveau APS : 19 août au 16 septembre 2025 (4 semaines d'analyse)

Date prévisionnelle analyse des 3 offres finales niveau APS : 9 décembre 2025 au 9 janvier 2026 (4 semaines d'analyse)

Date prévisionnelle de démarrage des études : 25 février 2026 / Remise APD : 26 mai 2026 (4 semaines d'analyse) / Remise PRO : 9 octobre 2026 (4 semaines d'analyse).

Date prévisionnelle de démarrage des travaux : 7 janvier 2027

Date de réception de l'Extension et ouverture au public : 1 mars 2028

3 Réceptions partielles sont prévues : amphis 400, amphi Varda et la barre principale ;

Date prévisionnelle de fin des travaux : septembre 2030

Durée prévisionnelle totale du marché : 64 mois (notification mars 2025)

ARTICLE 2 – INTERVENTIONS DU CONTROLEUR TECHNIQUE

2.1 Etendue de la mission

La mission est définie selon les termes de l'article L111-23 à 26 et R111.29 à 49 du Code de la construction et de l'habitation, les dispositions de la norme Afnor 03-100 et du décret n°99-443 du 28/05/1999.

Les missions confiées au contrôleur technique seront les suivantes :

Code	Libellé
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
S	Sécurité des personnes dans les constructions
LE	Solidité des existants
P1	Solidité des éléments d'équipement dissociables
Ph	Isolation acoustique des bâtiments autre qu'habitation
F	Fonctionnement des installations
Th	Isolation thermique et économies d'énergie
PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
GTB	Mission relative à la gestion technique du bâtiment
ENV	Mission relative à l'environnement
HYS	Mission relative à l'hygiène et la santé dans les bâtiments
PV	Récolement des procès-verbaux d'essais de réception des équipements et avis sur ces procès-verbaux
AV	Stabilité des constructions avoisinantes
XXX	Consuel Photovoltaïque selon norme UTE C15-712
YYY	Vérification initiale installation Photovoltaïque

Le contrôleur technique devra faire la preuve de sa compétence et/ou son expérience en matière de construction bois, en neuf et en réhabilitation (MOB et FOB). A défaut, il devra être fait la preuve d'une compétence à l'échelle régionale ou nationale d'une cellule compétente en construction bois.

2.2 Exercice de la mission

Le contrôleur technique a pour mission de contribuer à la prévention des aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation de l'ouvrage.

Les prestations du contrôleur technique s'exerceront pendant la mission de conception de l'ouvrage et prendront fin à la réception des travaux. Elles sont cependant dues et poursuivies jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement pour les travaux qui remédient aux dommages qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui l'affectent dans l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement, le rendant impropre à sa destination.

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au pouvoir adjudicateur ;

- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires, sans que ceux-ci ne soient à sa charge ;
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- le pouvoir adjudicateur prendra les dispositions nécessaires pour :
 - ♦ informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;
 - ♦ donner au contrôleur technique copie du permis de construire.

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

2.3 Phases d'intervention

Le contrôle technique peut s'exercer, suivant la nature de la mission et le choix du maître de l'ouvrage, pendant l'une ou plusieurs des phases suivantes :

- Phase 1 : Lors de la consultation pour la passation du marché global de performance, le contrôleur technique devra émettre un avis sur les trois offres initiales niveau ESQUISSE (1a). Le titulaire remet son analyse des 3 offres initiales selon les missions confiées, pour la phase de négociation menée par la MOA ; le contrôleur technique analysera ensuite les 3 offres intermédiaires de niveau APS (1b) puis il réalisera une mise à jour de l'analyse selon les évolutions des offres en phase d'offres finales niveau APS et au stade de la mise au point (1c).
- Phase 2 : Examen des documents de conception de niveau APD
- Phase 3 : Etablissement du rapport initial de contrôle technique
- Phase 4 : Examen des documents de conception de niveau PRO
- Phase 5 : Examen du permis de construire (effectifs, GN8, dégagements, notice de sécurité...)
- Phase 6 : Examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants
- Phase 7 : Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle et formulation des avis correspondants
- Phase 8 : Etablissement des rapports finaux de contrôle technique avant réception (nb 4)
- Phase 9 : Attestation handicapé selon CCH et attestation thermique pour DAACT (nb 4)
- Phase 10 : Participation aux visites de réception par la commission de sécurité (nb 4)
- Phase 11 : Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement

2.4 Délais d'établissement des documents

L'intervention du contrôleur technique débute à la date de notification du marché. Elle s'achève à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement du ou des marchés de travaux relatif à l'ouvrage à contrôler.

Les délais imposés par le maître d'ouvrage sont :

- 14 jours calendaires pour l'analyse des offres initiales niveau ESQUISSE à compter de la remise des offres initiales
- 28 jours calendaires pour l'analyse des offres intermédiaires niveau APS à compter de la remise des offres intermédiaires
- 28 jours calendaires pour l'analyse des offres finales niveau APS à compter de la remise des OF.

- 28 jours calendaires pour l'analyse de l'élément de mission APD à réception des documents.
- 28 jours calendaires pour l'analyse de l'élément de mission PRO à réception des documents.
- 1 semaine pour l'examen du permis de construire.
- 1 semaine pour les avis sur les documents d'EXE à compter de leur réception au fil de l'eau
- 5 jours après chaque visite pour transmettre son rapport de visite
- 1 semaine pour le rapport final de contrôle technique à compter de l'information par le titulaire du MGP qu'il souhaite faire réceptionner (OPR) ces ouvrages (5 réceptions).
- Mission PV à terminer au plus tard 1 mois avant chaque réception d'ouvrages.
- 1 semaine suivant une visite en GPA

2.5 Responsable technique du contrôle

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer les avis prévus aux articles du chapitre III du C.C.T.G. au cours de l'exécution du marché. Le changement de responsable technique qualifié devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-P.I..